



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 31 mai 2000

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Comptes nationaux économiques et financiers, premier trimestre de 2000**

Le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,2 % au premier trimestre de 2000, poursuivant la solide performance observée tout au long de l'année dernière.

2
- **Balance des paiements internationaux du Canada, premier trimestre de 2000**

Le solde du compte courant du Canada a connu un important revirement au cours du premier trimestre de 2000 après un léger déficit au quatrième trimestre de 1999. Une remontée marquée de l'excédent au chapitre des biens est à l'origine de ce revirement.

8
- **Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs, mars 2000**

Le produit intérieur brut, en hausse de 0,7 % après s'être replié en février, a déterminé un trimestre de croissance robuste. Cette progression marque le retour à la tendance de forte croissance qui a permis une augmentation de la production économique au cours de chacun des 18 mois précédents.

14

NOUVELLES PARUTIONS 18

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: Juin 2000 19



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Comptes nationaux économiques et financiers

Premier trimestre de 2000

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 1,2 % au premier trimestre de 2000, poursuivant la solide performance observée tout au long de 1999. La demande à l'exportation et la vigueur de l'économie intérieure ont contribué à cette progression. C'est la première fois que le PIB canadien, en valeur nominale, a dépassé un billion de dollars.

Produit intérieur brut aux prix de 1992¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 1999	1,2	4,8	3,7
Deuxième trimestre de 1999	0,8	3,3	4,3
Troisième trimestre de 1999	1,6	6,5	5,2
Quatrième trimestre de 1999	1,2	5,1	4,9
Premier trimestre de 2000	1,2	4,9	4,9

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La croissance des exportations s'est accélérée pour atteindre 3,3 %, les exportations de machines et de matériel (notamment le matériel de télécommunications et les avions), de produits automobiles et de pétrole brut ayant enregistré de fortes hausses.

L'investissement des entreprises en usines et en matériel s'est accru de 2,7 %, après une hausse encore plus robuste au quatrième trimestre de 1999. L'investissement a été stimulé par la forte hausse des revenus des sociétés, les bénéfices non répartis ayant augmenté de 15 % en moyenne par trimestre depuis le plancher atteint par les prix des produits de base au milieu de 1998.

Le revenu personnel s'est raffermi au premier trimestre, ayant enregistré une croissance nominale de 1,4 %. Il y a eu des augmentations généralisées dans le revenu du travail, dont la hausse de 1,9 % constitue la meilleure croissance trimestrielle depuis la fin des années 1980.

Note aux lecteurs

La diffusion des données du premier trimestre de 2000 comprend les révisions apportées aux comptes des revenus et dépenses et aux estimations du revenu du travail pour les années 1996 à 1999. Les estimations du produit intérieur brut au coût des facteurs feront l'objet d'une révision analogue lors de la diffusion des résultats de juillet, prévue le 29 septembre 2000.

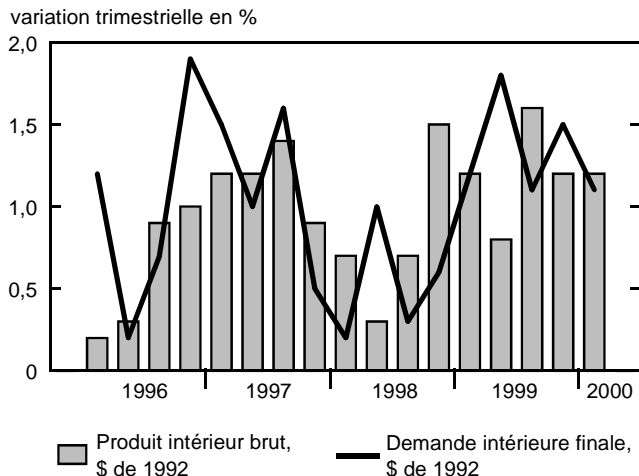
On a aussi apporté une révision conceptuelle majeure touchant les régimes de retraite des employés du secteur public aux comptes des revenus et dépenses. Un changement correspondant a été apporté aux comptes du bilan national, dont les estimations pour 1999 ont été diffusées le 29 mars. Les régimes de retraite non autonomes des administrations fédérale et provinciales, qui faisaient auparavant partie du secteur de l'administration fédérale ou de celui des administrations provinciales, font désormais partie du secteur des particuliers. Ce changement traduit un traitement plus complet et plus cohérent de l'épargne sous forme de pensions et entraîne une révision à la hausse du revenu personnel et une révision à la baisse correspondante de l'épargne des administrations. Il a été apporté aux comptes des revenus et dépenses rétrospectivement jusqu'à 1961. Pour plus de renseignements sur l'effet de ce changement conceptuel, consultez le site Web à l'adresse www.statcan.ca/francais/concepts/disppap2_f.htm.

La diffusion des comptes des flux financiers pour le premier trimestre de 2000 est reportée d'environ deux semaines. Le retard est essentiellement imputable à l'introduction de la révision susmentionnée touchant le traitement des régimes de retraite du secteur public. Par conséquent, la portion des tableaux sectoriels des comptes des revenus et dépenses touchant les transactions en actifs financiers et en passifs n'est pas révisée.

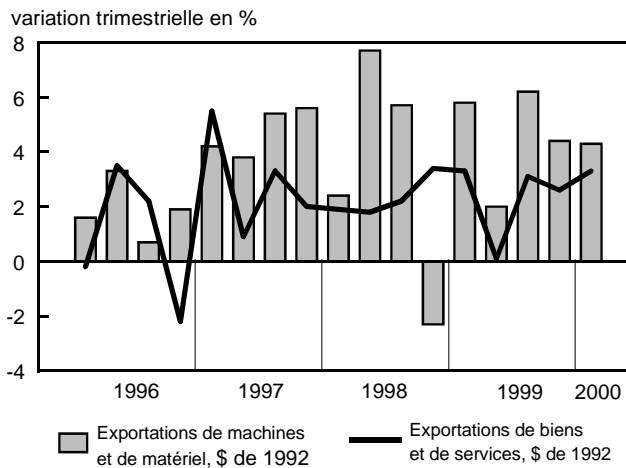
Les dépenses de consommation ont augmenté de 0,8 %, soit un léger ralentissement par rapport aux taux observés tout au long de l'année précédente. La construction résidentielle est demeurée vigoureuse, en hausse de 2,4 %, grâce à de fortes augmentations dans les rénovations et les coûts de transfert sur la vente de maisons existantes. La croissance de l'activité de construction résidentielle neuve est tombée à 0,8 %, après un solide quatrième trimestre.

Le niveau des prix intérieurs, mesuré par l'indice des prix en chaîne du PIB, a progressé de 1,0 %, en hausse par rapport à l'augmentation trimestrielle moyenne de 0,8 % en 1999. La remontée des prix du pétrole y a contribué, propageant le coût des produits reliés au pétrole dans l'ensemble de l'économie. Le prix du pétrole brut a plus que doublé depuis mars 1999.

La demande intérieure et les exportations stimulent la croissance du PIB



Hausse des exportations de machines et de matériel



Accélération de la croissance des exportations

La croissance des exportations s'est accélérée pour atteindre 3,3 %. Les exportations de machines et de matériel, notamment le matériel de télécommunications et les avions, ont été vigoureuses. Les exportations de produits automobiles ont progressé pour un troisième trimestre consécutif. Le volume des exportations de pétrole brut a bondi de 16,1 %, tandis que les exportations de gaz naturel ont chuté.

Les exportations de matériel de télécommunications ont augmenté de 54 % par rapport au premier trimestre de 1999. Les exportations de matériel d'infrastructure Internet vers les États-Unis ont largement contribué à cette croissance.

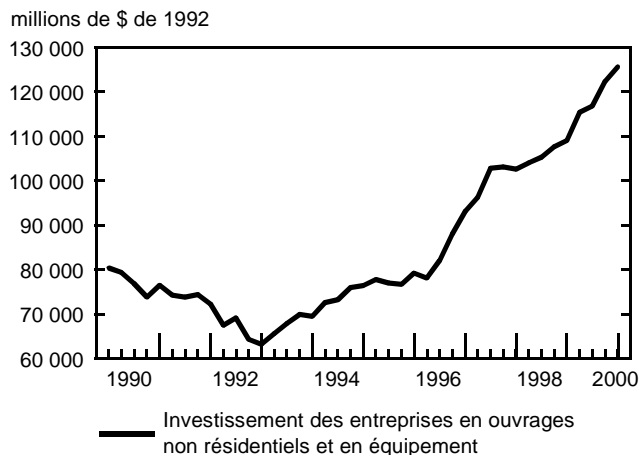
L'investissement en usines et en matériel reste vigoureux

L'investissement des entreprises en usines et en matériel s'est accru fortement (+2,7 %), après une progression encore plus robuste au quatrième trimestre de 1999. L'investissement en ouvrages non résidentiels a augmenté de 3,0 %, les hausses étant concentrées dans les ouvrages de génie, alors que l'activité pétrolière reprenait par suite de la montée des prix.

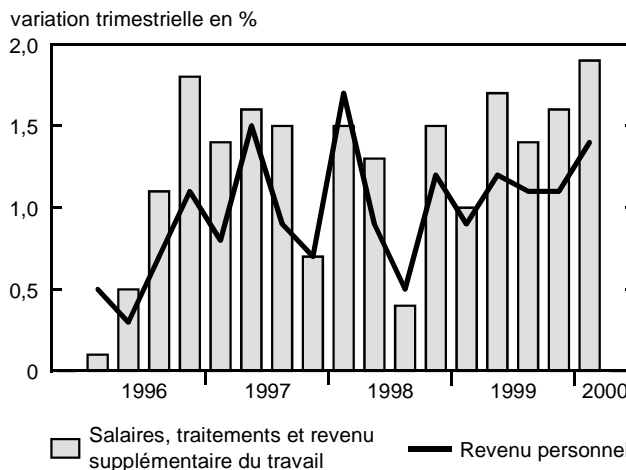
L'investissement des entreprises en machines et en matériel a augmenté de 2,5 %; les achats d'ordinateurs et autre matériel de bureau constituant une grande part de cette hausse. Les dépenses en ordinateurs ont grimpé de 4,4 %, après une hausse dans les deux chiffres au quatrième trimestre de 1999, alors que les entreprises avaient accru l'investissement en prévision du passage à l'an 2000.

Le matériel de transport autre que les voitures, les machines industrielles et le matériel de télécommunications ont été les autres sources de vigueur dans l'investissement en machines et en matériel. L'investissement en voitures a chuté de 9,5 %, après deux fortes augmentations trimestrielles.

La croissance de l'investissement en usines et en matériel se poursuit



Croissance marquée de la rémunération des salariés



Raffermissement du revenu personnel

La croissance du revenu personnel a atteint 1,4 % en valeur nominale, prolongeant une série de plusieurs fortes hausses trimestrielles. Le revenu du travail a augmenté de 1,9 %, la hausse trimestrielle la plus élevée depuis la fin des années 1980. Cela est surtout imputable au secteur des entreprises, où la rémunération a grimpé de 2,3 %. L'emploi et les gains moyens se sont accrus, grâce à des augmentations dans plusieurs branches d'activité.

La croissance du revenu des entreprises individuelles a ralenti pour un deuxième trimestre d'affilée. Les transferts des administrations publiques aux personnes ont légèrement augmenté, le repli des prestations d'assurance-emploi ayant été compensé par une modeste hausse des autres transferts.

Haussse des dépenses de consommation

Les dépenses des consommateurs ont augmenté de 0,8 %, soit un léger ralentissement par rapport aux taux de croissance observés tout au long de 1999. Les dépenses en véhicules automobiles neufs et d'occasion ont stagné au premier trimestre, après la vigueur affichée tout au long de l'année précédente.

Les dépenses en services financiers, juridiques et autres ont progressé pour un cinquième trimestre consécutif en raison de la hausse des transactions sur les marchés financiers canadiens qui a entraîné des dépenses personnelles accrues au chapitre des commissions sur les actions et les obligations.

Activité soutenue sur le marché de l'habitation

L'investissement en bâtiments résidentiels a continué de croître comme il l'avait fait tout au long de 1999. Une hausse de 4,5 % des rénovations a marqué le deuxième solide trimestre de croissance de cette activité. Une robuste croissance des coûts de transfert de propriété est un indice de la vigueur du marché de la revente des maisons. La construction de maisons neuves a ralenti pour se fixer à 0,8 %, après une hausse de 5 % au quatrième trimestre de 1999.

Données stockées dans CANSIM: 6520 à 6585, 6596 à 6624 et 8600 à 8629.

Le numéro du premier trimestre de 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses*:

estimations trimestrielles (13-001-XPB, 44 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonnalisées et désaisonnalisées sur les comptes nationaux des revenus et dépenses (13-001-PPB, 50 \$ / 180 \$), les estimations du revenu du travail (13F0016XPB, 20 \$ / 200 \$) ainsi que des tableaux analytiques et des graphiques supplémentaires sont maintenant disponibles. On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes des revenus et dépenses et les estimations mensuelles du revenu du travail sur disquette dès 8 h 30 le jour de la

diffusion. Les disquettes (13-001-XDB, 25 \$ / 100 \$ et 13F0016XDB, 50 \$ / 200 \$) sont aussi en vente, à prix réduit, sept jours ouvrables après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1996	1997	1998	1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 1999 au premier trimestre de 2000
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de \$							
Rémunération des salariés ¹	428 792	453 103	474 571	498 836	502 292	510 088	519 800	1,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	79 135	86 512	81 671	101 032	106 504	113 056	121 072	7,1
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	6 110	6 656	6 931	8 489	8 576	9 356	9 204	-1,6
Intérêts et revenus divers de placements	50 477	49 282	46 091	47 550	47 948	47 488	46 492	-2,1
Revenu comptable net des exploitants agricoles au chapitre de la production agricole	3 895	1 655	1 689	1 977	2 364	2 296	2 032	-11,5
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	49 248	54 618	57 638	59 845	60 132	60 548	61 092	0,9
Ajustement de la valeur des stocks ²	-1 596	-731	-780	-2 880	-4 604	-4 276	-4 224	52
Produit intérieur net au coût des facteurs	616 061	651 095	667 811	714 849	723 212	738 556	755 468	2,3
Impôts indirects moins subventions	110 296	116 069	118 818	123 522	124 400	126 044	127 452	1,1
Provisions pour consommation de capital	106 087	111 005	115 545	120 098	120 940	122 144	123 288	0,9
Divergence statistique ²	626	-248	-369	-558	516	-920	744	1 664
Produit intérieur brut aux prix du marché	833 070	877 921	901 805	957 911	969 068	985 824	1 006 952	2,1

¹ Y compris le solde et les indemnités militaires.

² Pour ces rubriques, la colonne des variations indique le changement en millions de dollars.

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1996	1997	1998	1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 1999 au premier trimestre de 2000
données désaisonnalisées au taux annuel								
millions de \$ aux prix courants								
								var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	482 367	512 454	532 926	558 567	563 720	570 244	576 412	1,1
Biens durables	59 197	67 842	71 191	76 429	78 164	78 628	79 732	1,4
Biens semi-durables	42 766	44 828	47 234	49 515	50 196	50 128	51 028	1,8
Biens non durables	118 697	123 170	125 923	131 918	133 184	135 272	136 868	1,2
Services	261 707	276 614	288 578	300 705	302 176	306 216	308 784	0,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	171 644	171 744	175 864	179 999	180 352	181 976	182 832	0,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	19 154	18 534	18 221	20 189	20 416	21 200	21 872	3,2
Stocks des administrations publiques ¹	-2	5	-27	-3	-60	52	8	-44
Formation brute de capital fixe des entreprises	124 497	149 342	155 861	166 365	166 436	172 228	177 328	3,0
Bâtiments résidentiels	39 538	45 112	44 973	49 189	49 420	51 204	53 132	3,8
Ouvrages non résidentiels	36 360	43 531	45 270	46 823	46 768	47 780	49 644	3,9
Machines et matériel	48 599	60 699	65 618	70 353	70 248	73 244	74 552	1,8
Investissement des entreprises en stocks ¹	2 341	10 590	5 767	3 887	4 752	9 320	5 480	-3 840
Non agricoles ¹	1 577	11 639	6 248	3 923	5 144	9 472	6 580	-2 892
Agricoles ¹	764	-1 049	-481	-36	-392	-152	-1 100	-948
Exportations de biens et services	321 248	346 513	373 184	414 291	422 832	433 648	453 856	4,7
Biens	280 079	301 547	322 516	360 610	369 176	377 880	396 532	4,9
Services	41 169	44 966	50 668	53 681	53 656	55 768	57 324	2,8
Moins: importations de biens et services	287 553	331 509	360 359	385 941	388 864	403 760	410 096	1,6
Biens	237 689	277 753	303 423	326 820	329 604	342 912	348 360	1,6
Services	49 864	53 756	56 936	59 121	59 260	60 848	61 736	1,5
Divergence statistique ¹	-626	248	368	557	-516	916	-740	-1 656
Produit intérieur brut aux prix du marché	833 070	877 921	901 805	957 911	969 068	985 824	1 006 952	2,1
Demande intérieure finale	797 662	852 074	882 872	925 120	930 924	945 648	958 444	1,4
millions de \$ aux prix de 1992								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	453 983	473 895	487 866	504 763	507 860	512 468	516 804	0,8
Biens durables	55 254	62 773	66 487	71 859	73 196	74 136	75 604	2,0
Biens semi-durables	42 524	43 831	45 751	47 103	47 584	47 544	48 516	2,0
Biens non durables	116 756	118 775	120 795	123 616	123 616	124 580	125 012	0,3
Services	239 449	248 516	254 833	262 457	263 464	266 208	267 672	0,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	164 104	162 053	164 725	166 905	167 320	167 968	168 004	0,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	18 642	18 196	18 448	21 380	21 724	22 848	23 524	3,0
Stocks des administrations publiques ¹	-2	3	-23	-3	-52	44	8	-36
Formation brute de capital fixe des entreprises	119 269	140 928	146 136	159 828	160 928	167 784	172 140	2,6
Bâtiments résidentiels	37 422	42 124	41 277	43 983	44 220	45 496	46 572	2,4
Ouvrages non résidentiels	33 286	38 823	39 502	40 288	40 200	41 040	42 264	3,0
Machines et matériel	48 561	59 981	65 357	75 557	76 508	81 248	83 304	2,5
Investissement des entreprises en stocks ¹	2 017	9 925	5 856	4 457	4 788	9 168	6 644	-2 524
Non agricoles ¹	1 363	10 200	5 626	3 912	4 656	8 592	7 384	-1 208
Agricoles ¹	654	-275	230	545	132	576	-740	-1 316
Exportations de biens et services	275 021	299 157	325 652	358 272	361 428	370 700	382 964	3,3
Biens	237 981	259 746	281 738	312 725	316 092	323 960	335 456	3,5
Services	37 040	39 411	43 914	45 547	45 336	46 740	47 508	1,6
Moins: importations de biens et services	251 499	289 366	306 992	335 859	337 320	354 616	361 412	1,9
Biens	211 395	247 628	265 601	293 306	294 808	310 560	316 928	2,1
Services	40 104	41 738	41 391	42 553	42 512	44 056	44 484	1,0
Divergence statistique ¹	-619	222	334	511	-476	832	-668	-1 500
Produit intérieur brut aux prix du marché	780 916	815 013	842 002	880 254	886 200	897 196	908 008	1,2
Demande intérieure finale	755 998	795 072	817 175	852 876	857 832	871 068	880 472	1,1

¹ Pour ces rubriques, la colonne des variations indique le changement en millions de dollars.

Comptes nationaux, indices de prix et de volume

	1996	1997	1998	1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 1999 au premier trimestre de 2000
données désaisonnalisées								
indices implicites de prix (1992=100)								var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,3	108,1	109,2	110,7	111,0	111,3	111,5	0,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	104,6	106,0	106,8	107,8	107,8	108,3	108,8	0,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,7	101,9	98,8	94,4	94,0	92,8	93,0	0,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	104,4	106,0	106,7	104,1	103,4	102,6	103,0	0,4
Exportations de biens et services	116,8	115,8	114,6	115,6	117,0	117,0	118,5	1,3
Importations de biens et services	114,3	114,6	117,4	114,9	115,3	113,9	113,5	-0,4
Produit intérieur brut	106,7	107,7	107,1	108,8	109,4	109,9	110,9	0,9
Demande intérieure finale	105,5	107,2	108,0	108,5	108,5	108,6	108,9	0,3
indices de prix en chaîne (1992=100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,5	108,2	109,6	111,2	111,4	111,8	112,2	0,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	104,8	106,1	106,8	108,0	108,1	108,7	109,1	0,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	106,3	107,5	107,2	106,8	106,3	106,2	106,7	0,5
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,9	108,3	109,9	110,4	110,3	110,1	110,5	0,4
Exportations de biens et services	118,5	118,4	118,7	120,6	124,1	124,1	125,5	1,1
Importations de biens et services	116,7	118,0	122,5	122,6	123,5	123,0	122,6	-0,3
Produit intérieur brut (stocks non compris)	106,8	107,9	107,7	109,7	110,7	111,2	112,3	1,0
Demande intérieure finale	106,1	107,7	109,0	110,2	110,4	110,7	111,1	0,3
indices de volume en chaîne Fisher (1992=100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	109,8	114,8	118,0	121,9	122,7	123,7	124,7	0,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	96,9	95,7	97,4	98,6	98,8	99,1	99,2	0,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	96,4	92,6	91,6	102,1	103,1	107,2	109,7	2,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	109,2	129,7	133,2	141,3	140,6	145,5	148,9	2,3
Exportations de biens et services	143,2	154,6	165,9	181,2	182,7	187,1	193,6	3,5
Importations de biens et services	129,0	147,5	154,6	165,7	166,2	173,5	176,8	1,9
Produit intérieur brut	111,7	116,7	120,0	125,2	126,2	127,7	129,2	1,2
Demande intérieure finale	106,3	111,9	114,7	118,8	119,3	120,8	121,9	1,0

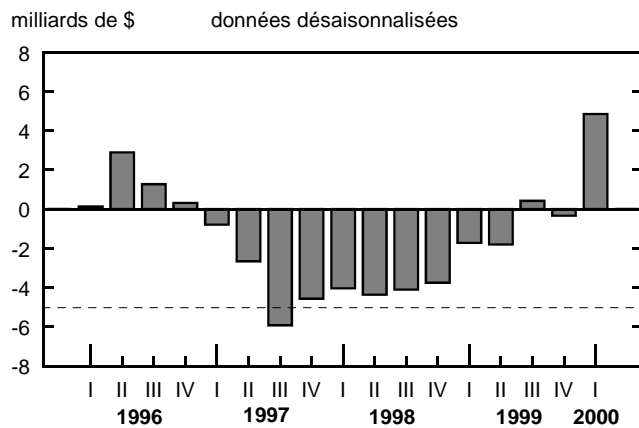
Balance des paiements internationaux du Canada

Premier trimestre de 2000

Le solde du compte courant du Canada a connu un important revirement au cours du premier trimestre de 2000 après un léger déficit au quatrième trimestre de 1999. Une remontée marquée de l'excédent au chapitre des biens est à l'origine de ce revirement.

Pendant le premier trimestre, les Canadiens ont gagné 4,8 milliards de dollars de plus de l'étranger en biens, en services, en revenus de placement et en transferts que ce qu'ils y ont dépensé (toutes données désaisonnalisées). Ce revirement généralisé en ce qui a trait aux échanges de biens s'accompagnait de déficits moins élevés concernant les revenus de placement en investissements directs et les voyages.

Solde du compte courant



En ce qui a trait au compte financier, qui n'est pas désaisonnalisé, les investisseurs canadiens ont acheté une quantité record de titres de portefeuille étrangers pendant le trimestre, surtout en actions. Pour un deuxième trimestre consécutif, les entreprises canadiennes ont effectué plusieurs acquisitions à grande visibilité aux États-Unis et les autorités monétaires ont fortement augmenté les réserves internationales du Canada. Du côté du passif, les investisseurs étrangers ont acheté des actions canadiennes de portefeuille pour des montants records.

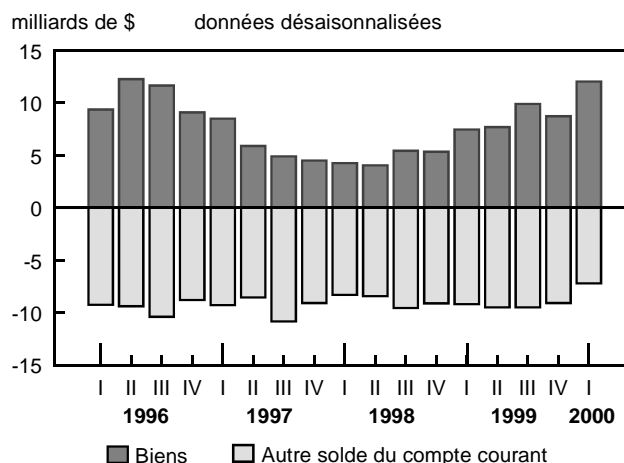
Une remontée marquée produit un excédent quasi record au chapitre des biens

Une remontée sans précédent de 3,3 milliards de dollars a propulsé l'excédent des biens à 12,0 milliards

de dollars, soit tout près du record de 12,3 milliards atteint au deuxième trimestre de 1996. Presque tous les grands secteurs ont vu leur excédent augmenter (notamment l'énergie, les automobiles et les produits forestiers) ou leur déficit s'amenuiser (les machines et les biens de consommation).

Les exportations ont poursuivi leur croissance ininterrompue depuis plus de trois ans pour se situer à 99,1 milliards de dollars, en hausse de 4,7 milliards par rapport au trimestre précédent (+4,9 %). Ce sont les ventes de produits de pétrole brut et raffiné qui ont le plus contribué à cette augmentation, suivies de près par des hausses en ce qui trait aux machines et au matériel, notamment en ce qui concerne les télécommunications, les machines industrielles et les aéronefs. Les produits automobiles ont également progressé après un quatrième trimestre relativement terne.

Solde des biens et autre solde du compte courant



Le chiffre global des importations a augmenté pour un quatrième trimestre d'affilée, croissant de 1,4 milliard de dollars pour atteindre 87,1 milliards (en hausse de 1,6 %). Les augmentations sont attribuables aux biens industriels, particulièrement à la première transformation des métaux et des minerais, aux produits de pétrole brut ainsi qu'aux machines et au matériel. Les importations d'aéronefs et de pièces d'aéronefs ont fléchi après un quatrième trimestre vigoureux, et des diminutions minimales sont survenues concernant les produits automobiles et les biens de consommation.

Après une pause d'un trimestre, l'excédent par rapport aux États-Unis a continué sa forte hausse. Le déficit du Canada avec tous les autres partenaires commerciaux s'est rétréci, sauf avec le Royaume-Uni

alors que les importations de pétrole ont augmenté sensiblement.

Des profits nets moins élevés sur les investissements directs

Les profits nets sur les investissements directs ont mené la réduction du déficit des revenus de placement, qui a chuté, passant de 7,9 milliards de dollars à 6,6 milliards de dollars. Il s'agit de son plus bas niveau atteint depuis le deuxième trimestre de 1997. Les hausses afférentes aux investissements directs étrangers au Canada ont diminué après avoir connu deux solides trimestres. D'autre part, les revenus des entreprises canadiennes au chapitre de leurs investissements directs à l'étranger ont augmenté.

Les versements d'intérêt sur les avoirs en portefeuille ont également diminué, reflétant les positions plus faibles des obligations gouvernementales détenues par les étrangers au cours des deux derniers trimestres.

Diminution sensible du déficit au chapitre des voyages

Le déficit trimestriel au chapitre des voyages a atteint son plus bas niveau depuis l'excédent observé au milieu de 1986 (lié à l'Exposition internationale), exception faite d'un résultat semblable obtenu il y a un an. Tandis que, il y a un an, la diminution du déficit était attribuable aux plus grandes dépenses des touristes au Canada, la baisse actuelle est due à une chute des dépenses des Canadiens à l'étranger, qui ont atteint un sommet au dernier trimestre de 1999.

Cela a partiellement été compensé par des déficits plus élevés ailleurs au chapitre des services, notamment les services commerciaux (paiements nets d'honoraires et de commissions plus élevés à l'égard des titres) et les transports.

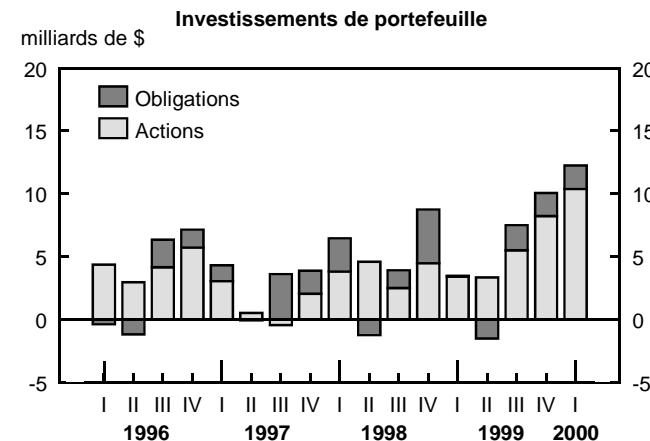
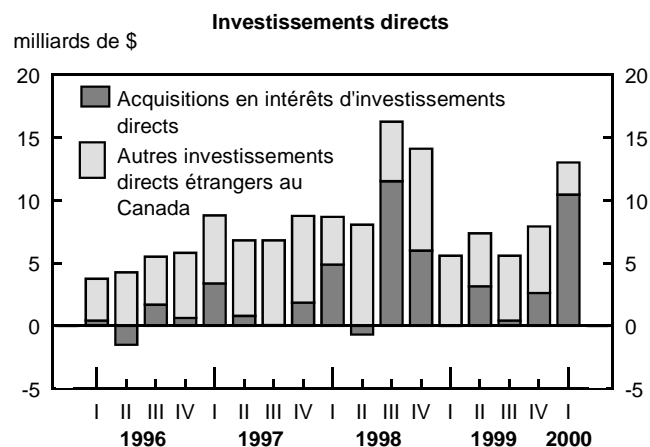
Investissements records consécutifs par les investisseurs canadiens dans des titres étrangers

La forte demande canadienne de titres étrangers s'est maintenue et s'est traduite par un autre record trimestriel. Les 12,3 milliards de dollars investis pendant le trimestre dépassent de plus de deux milliards les investissements du quatrième trimestre. Contrairement à ce qui s'est passé au quatrième trimestre, pendant lequel les Canadiens ont surtout reçu des actions de trésorerie dans le cadre des acquisitions d'entreprises canadiennes, l'investissement dans des actions au cours du premier trimestre est uniquement attribuable à l'achat d'actions existantes dans le marché secondaire (10,4 milliards de dollars) en quantités

approximativement égales d'actions américaines et d'actions d'outre-mer.

Les investisseurs canadiens ont aussi souscrit 1,9 milliard de dollars en obligations étrangères, ce qui porte le total pour les trois derniers trimestres à 5,7 milliards. Il s'agissait surtout d'obligations de pays d'outre-mer dans le premier trimestre, alors que les obligations du gouvernement des États-Unis dominaient pendant les deux trimestres précédents.

Investissements canadiens à l'étranger¹



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Les investissements directs à l'étranger des entreprises canadiennes en forte hausse

Les entreprises canadiennes ont investi l'énorme somme de 13 milliards de dollars dans les économies d'autres pays. Il s'agissait du troisième investissement direct en importance. La majorité de ces

investissements a été consacrée à des acquisitions à grande visibilité d'entreprises américaines, surtout par l'échange d'actions.

Le Canada augmente encore ses avoirs de réserve officiels

Les avoirs de réserve officiels du Canada ont augmenté de 4 milliards de dollars, soit un montant semblable à celui du quatrième trimestre. Tandis que la majorité de ces avoirs étaient encore une fois investis dans des titres et dépôts américains, le quart des avoirs sont allés à des titres et dépôts libellés en devises d'autres pays. Durant ce trimestre, la valeur du dollar canadien est demeurée presque inchangée par rapport au dollar américain, à 69 cents US, tandis qu'elle s'appréciait par rapport à la plupart des principales devises internationales.

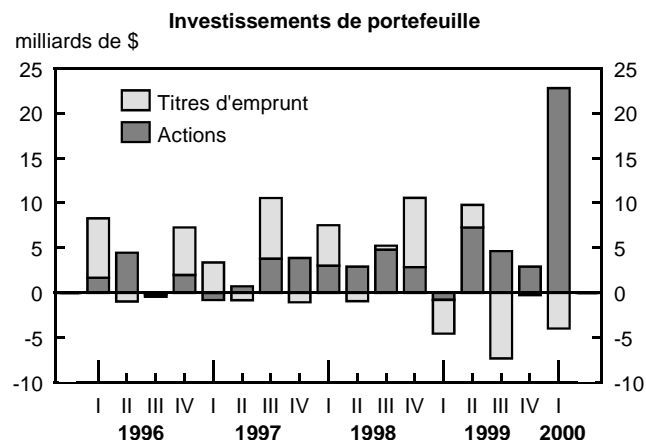
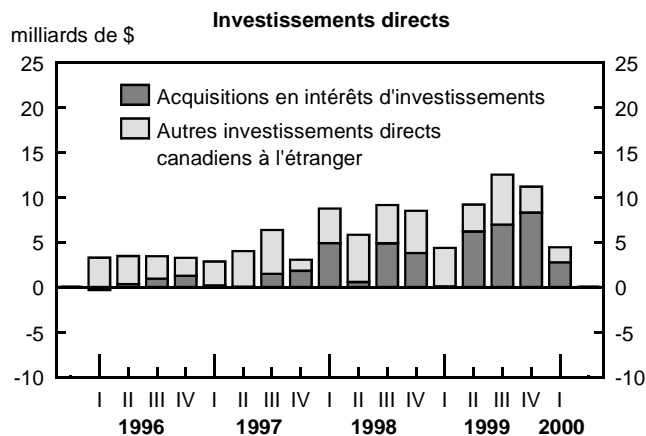
Investissements étrangers records dans des portefeuilles d'actions canadiens

La quantité d'actions canadiennes détenues par des étrangers s'est considérablement accrue pendant le trimestre, les non-résidents investissant une somme record de 22,8 milliards de dollars principalement dans le secteur de la technologie. Cela a entraîné des mesures approximativement égales de deux sources principales: de nouvelles actions de trésorerie émises par des sociétés canadiennes dans le cadre de l'acquisition d'entreprises américaines et une demande étrangère accrue d'actions canadiennes en circulation.

Les investisseurs étrangers achètent des titres d'emprunt à court terme pour la première fois en cinq trimestres, mais ils vendent les titres à long terme

Après quatre trimestres de désinvestissement sur les marchés monétaires canadiens, les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,8 milliards de dollars d'instruments canadiens à court terme. Les secteurs étaient diversifiés, les étrangers faisant l'acquisition de parts à peu près égales d'instruments fédéraux et provinciaux ainsi que d'instruments des sociétés. Les investisseurs américains et britanniques ont été les seules sources des achats provenant de l'étranger. L'écart a continué de favoriser les investissements aux États-Unis à raison d'environ 50 points de base.

Investissements étrangers au Canada



Pendant le premier trimestre, il y a eu une diminution record concernant les obligations canadiennes détenues à l'étranger (7,7 milliards de dollars), étant donné que les retraits ont été supérieurs aux nouvelles émissions, particulièrement aux titres gouvernementaux. De plus, certaines quantités d'émissions déjà en cours et négociées sur le marché secondaire, surtout des obligations du gouvernement fédéral, ont été vendues. Du point de vue géographique, les ventes étaient diversifiées, mais les Américains et les Européens venaient en tête.

À l'opposé, les non-résidents ont acheté une quantité moyenne d'obligations de sociétés pendant le trimestre. Comme auparavant, deux facteurs expliquent la baisse des investissements étrangers dans les obligations du gouvernement: un niveau d'emprunt moins élevé pour la plupart des administrations

publiques du Canada et l'écart observé dans les instruments publics à long terme, lequel a continué de favoriser les investissements aux États-Unis.

Baisse considérable de l'investissement direct étranger au Canada

Après trois trimestres où il s'établissait en moyenne à environ 11 milliards de dollars, l'investissement direct étranger n'a totalisé que 4,4 milliards de dollars pendant le premier trimestre. Tandis que les acquisitions étrangères représentaient une importante partie de l'investissement en 1999, aucune activité appréciable n'est survenue pendant le premier trimestre. Les trois quarts des investissements provenaient des États-Unis, et la plupart du reste, du Royaume-Uni.

Données stockées dans CANSIM: 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.

Le numéro du premier trimestre de 2000 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XPB, 38 \$ / 124 \$; 67-001-XIB, 29 \$ / 93 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Ridgeway au (613) 951-8907 ou avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798, Division de la balance des paiements et des flux financiers. □

Balance des paiements internationaux

	Premier trimestre de 1999	Deuxième trimestre de 1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	1998	1999
	données non désaisonnalisées						
	millions de \$						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	97 070	102 162	104 971	108 161	111 369	371 365	412 364
Biens	86 021	89 285	89 119	96 185	99 276	322 517	360 609
Services	11 050	12 877	15 853	11 976	12 093	48 848	51 755
Revenus de placements	7 206	7 678	8 111	8 606	8 950	30 759	31 601
Investissements directs	3 120	3 280	4 176	4 365	4 434	13 419	14 942
Investissements de portefeuille	957	991	968	1 022	1 052	3 704	3 938
Autres investissements	3 129	3 407	2 966	3 219	3 465	13 636	12 722
Transferts courants	1 597	1 139	1 327	1 372	1 772	4 953	5 435
Recettes du compte courant	105 873	110 979	114 409	118 139	122 091	407 077	449 400
Paiements							
Biens et services	93 341	96 560	93 928	100 816	103 546	359 230	384 645
Biens	78 802	82 324	79 123	86 572	88 072	303 420	326 821
Services	14 538	14 236	14 805	14 245	15 474	55 809	57 824
Revenus de placements	15 979	15 577	16 228	15 983	16 203	59 917	63 768
Investissements directs	4 759	4 872	5 292	4 999	5 171	15 144	19 923
Investissements de portefeuille	7 532	7 447	7 598	7 582	7 298	30 543	30 159
Autres investissements	3 688	3 257	3 338	3 402	3 734	14 230	13 685
Transferts courants	1 532	832	1 008	1 062	1 492	4 185	4 433
Paiements du compte courant	110 851	112 969	111 164	117 862	121 241	423 331	452 846
Soldes							
Biens et services	3 730	5 602	11 043	7 344	7 822	12 135	27 719
Biens	7 218	6 961	9 996	9 613	11 204	19 097	33 788
Services	-3 489	-1 359	1 047	-2 269	-3 382	-6 961	-6 069
Revenus de placements	-8 773	-7 899	-8 117	-7 377	-7 253	-29 158	-32 167
Investissements directs	-1 639	-1 592	-1 116	-634	-737	-1 724	-4 981
Investissements de portefeuille	-6 575	-6 456	-6 629	-6 560	-6 246	-26 839	-26 221
Autres investissements	-558	149	-372	-183	-269	-595	-964
Transferts courants	65	307	319	310	281	768	1 001
Solde du compte courant	-4 979	-1 990	3 245	277	850	-16 255	-3 447
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 139	1 307	1 496	1 149	1 107	4 933	5 091
Compte financier	7 420	-4 955	-10 109	-3 748	-7 464	6 285	-11 393
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-5 582	-7 377	-5 582	-7 927	-13 007	-46 410	-26 469
Investissements de portefeuille	-3 474	-1 844	-7 508	-10 072	-12 261	-22 497	-22 898
Obligations étrangères	-42	1 508	-1 992	-1 836	-1 879	-7 064	-2 362
Actions étrangères	-3 432	-3 352	-5 516	-8 237	-10 383	-15 433	-20 536
Autres investissements	20 189	1 282	-12 682	-4 760	-2 019	7 668	4 029
Prêts	5 929	1 260	-1 420	-2 867	3 391	12 722	2 901
Dépôts	15 351	1 038	-11 488	3 438	-130	-4 912	8 339
Réserves internationales	-2 986	-1 420	-131	-4 281	-4 010	-7 452	-8 818
Autres actifs	1 895	403	358	-1 050	-1 269	7 309	1 607
Total de l'actif du Canada, flux nets	11 133	-7 939	-25 772	-22 759	-27 287	-61 239	-45 338
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	4 361	9 173	12 521	11 177	4 440	32 197	37 232
Investissements de portefeuille	-4 529	9 803	-2 641	2 657	18 819	25 359	5 290
Obligations canadiennes	225	6 409	-3 466	1 475	-7 749	11 677	4 643
Actions canadiennes	-784	7 277	4 649	2 921	22 774	13 629	14 063
Effets du marché monétaire canadien	-3 969	-3 883	-3 824	-1 739	3 793	53	-13 415
Autres investissements	-3 545	-15 991	5 783	5 177	-3 436	9 968	-8 577
Emprunts	3 168	-593	2 454	2 969	-1 304	4 066	7 999
Dépôts	-8 289	-16 048	2 181	2 977	-2 585	4 362	-19 179
Autres passifs	1 576	650	1 148	-769	454	1 541	2 604
Total du passif du Canada, flux nets	-3 713	2 984	15 663	19 011	19 823	67 524	33 946
Total du compte capital et financier, flux nets	8 560	-3 648	-8 613	-2 600	-6 357	11 218	-6 301
Divergence statistique	-3 581	5 638	5 368	2 323	5 507	5 037	9 748

¹ Un signe négatif (-) indique une sortie de capital, provenant d'un accroissement des créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

² Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Premier trimestre de 1999	Deuxième trimestre de 1999	Troisième trimestre de 1999	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	1998	1999
données désaisonnalisées							
millions de \$							
Recettes							
Biens et services							
Biens	86 554	87 294	92 296	94 465	99 133	322 517	360 609
Services	12 738	12 637	12 930	13 450	13 824	48 848	51 755
Voyages	3 920	3 567	3 711	3 917	4 063	13 986	15 114
Transports	2 251	2 278	2 365	2 491	2 571	8 882	9 385
Services commerciaux	6 323	6 542	6 585	6 776	6 919	25 039	26 227
Services gouvernementaux	245	250	269	266	271	941	1 029
Total	99 292	99 931	105 227	107 914	112 957	371 365	412 364
Revenus de placements							
Investissements directs	3 201	3 207	4 223	4 310	4 528	13 419	14 942
Intérêts	116	131	146	151	125	416	544
Bénéfices	3 086	3 076	4 077	4 160	4 403	13 003	14 398
Investissements de portefeuille	950	978	980	1 030	1 042	3 704	3 938
Intérêts	409	417	440	490	501	1 536	1 757
Dividendes	541	560	539	540	541	2 168	2 181
Autres investissements	3 198	3 384	2 961	3 178	3 519	13 636	12 722
Total	7 350	7 569	8 163	8 519	9 089	30 759	31 601
Transferts courants							
Privé	592	544	579	560	601	2 258	2 275
Officiel	1 003	609	747	800	1 171	2 695	3 159
Total	1 596	1 153	1 325	1 361	1 772	4 953	5 435
Total des recettes	108 237	108 653	114 715	117 794	123 818	407 077	449 400
Paiements							
Biens et services							
Biens	79 084	79 606	82 401	85 729	87 090	303 420	326 821
Services	14 177	14 297	14 484	14 865	15 076	55 809	57 824
Voyages	4 087	4 107	4 212	4 451	4 235	15 943	16 858
Transports	2 874	2 928	3 117	3 148	3 288	11 720	12 068
Services commerciaux	7 043	7 094	6 990	7 101	7 386	27 466	28 227
Services gouvernementaux	174	168	165	165	167	681	672
Total	93 262	93 904	96 886	100 594	102 166	359 230	384 645
Revenus de placements							
Investissements directs	4 367	4 776	5 360	5 420	4 667	15 144	19 923
Intérêts	403	401	405	398	397	1 595	1 607
Bénéfices	3 964	4 374	4 955	5 023	4 270	13 548	18 316
Investissements de portefeuille	7 534	7 451	7 597	7 577	7 300	30 543	30 159
Intérêts	7 243	7 161	7 313	7 299	7 012	29 300	29 016
Dividendes	291	290	284	279	288	1 242	1 143
Autres investissements	3 688	3 257	3 338	3 402	3 734	14 230	13 685
Total	15 588	15 484	16 296	16 400	15 701	59 917	63 768
Transferts courants							
Privé	526	543	554	571	577	2 067	2 194
Officiel	584	529	561	565	527	2 118	2 239
Total	1 110	1 072	1 115	1 137	1 105	4 185	4 433
Total des paiements	109 960	110 459	114 297	118 131	118 972	423 331	452 846
Soldes							
Biens et services							
Biens	7 469	7 688	9 895	8 736	12 043	19 097	33 788
Services	-1 439	-1 660	-1 554	-1 416	-1 252	-6 961	-6 069
Voyages	-167	-540	-502	-534	-172	-1 957	-1 744
Transports	-623	-651	-752	-657	-718	-2 837	-2 683
Services commerciaux	-720	-551	-404	-325	-466	-2 427	-2 001
Services gouvernementaux	71	82	104	101	104	260	358
Total	6 030	6 027	8 341	7 320	10 791	12 135	27 719
Revenus de placements							
Investissements directs	-1 166	-1 569	-1 137	-1 110	-139	-1 724	-4 981
Intérêts	-287	-270	-259	-247	-272	-1 179	-1 064
Bénéfices	-878	-1 298	-878	-863	133	-545	-3 918
Investissements de portefeuille	-6 584	-6 473	-6 618	-6 547	-6 258	-26 839	-26 221
Intérêts	-6 834	-6 743	-6 873	-6 809	-6 511	-27 765	-27 259
Dividendes	250	270	255	262	253	926	1 037
Autres investissements	-490	127	-377	-224	-215	-595	-964
Total	-8 239	-7 914	-8 132	-7 881	-6 612	-29 158	-32 167
Transferts courants							
Privé	66	1	25	-11	24	191	81
Officiel	420	80	185	235	644	577	920
Total	486	81	210	224	667	768	1 001
Compte courant	-1 722	-1 806	419	-337	4 847	-16 255	-3 447

Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs

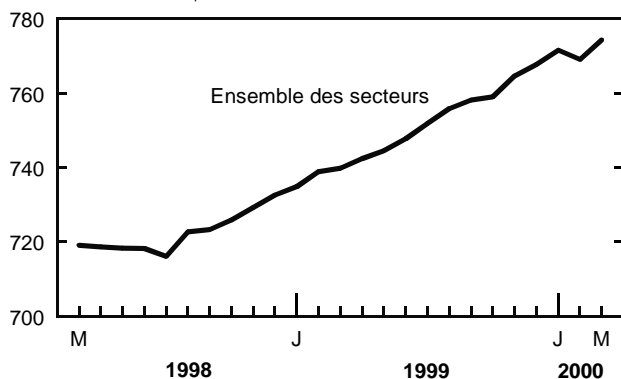
Mars 2000

Le produit intérieur brut (PIB), en hausse de 0,7 % après s'être replié en février, a déterminé un trimestre de croissance robuste. Cette progression marque le retour à la tendance de forte croissance qui a permis une augmentation de la production économique au cours de chacun des 18 mois précédents.

Tous les principaux secteurs économiques ont affiché des hausses, exception faite des services publics et de la santé. Environ les deux cinquièmes de la croissance globale en mars sont attribuables au secteur de la fabrication. Le commerce de détail, le commerce de gros et le secteur de la construction ont repris le terrain perdu en février. Les entreprises de transport ont tiré parti de la croissance générale de l'activité économique; les services aux entreprises ainsi que les services financiers ont également progressé. D'un trimestre à l'autre, la croissance robuste des secteurs de la finance, de la fabrication, du commerce de détail et de la construction a contribué à la forte avancée enregistrée durant la période de janvier à mars. (Voir le «Profil industriel du trimestre» à la fin de cette analyse.)

Bond de l'activité économique en mars

PIB en milliards de \$ de 1992



Augmentation de la production manufacturière

Après avoir accusé un recul de 1,7 % en février, le secteur de la fabrication a accru sa production de 1,6 % en mars, parallèlement à une hausse des exportations. Les secteurs du matériel de transport, des produits métalliques ainsi que de l'impression et de l'édition

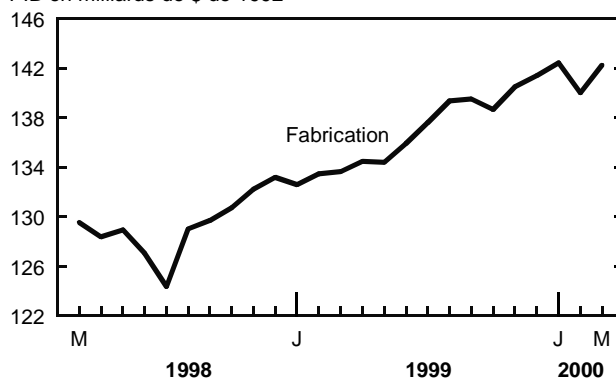
Note aux lecteurs

Le produit intérieur (PIB) d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services. Le PIB mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel.

sont les principaux facteurs à l'origine de la progression généralisée. Dans l'ensemble, 19 des 22 grands groupes, qui constituent plus de 95 % de la production manufacturière totale, ont affiché une croissance. La baisse la plus marquée de la production a été observée dans le secteur des produits fabriqués divers.

Les fabricants reprennent la plus grande partie du terrain perdu en février

PIB en milliards de \$ de 1992



La fabrication de matériel de transport a été stimulée par l'augmentation de la production d'automobiles, les fabricants d'automobiles et de pièces ayant accru leur production de 3,4 %. Toutefois, en dépit de cette hausse, la production de ce secteur reste en deçà des niveaux atteints en janvier. Environ les trois quarts de cette croissance sont attribuables aux fabricants de pièces et de composants et, en tout premier lieu, aux fabricants de pièces en plastique, de moteurs et d'autres accessoires.

La production de produits métalliques a progressé de 3,0 % en mars, ce qui a permis d'estomper le repli marqué du mois précédent. Cette hausse généralisée, la cinquième en six mois, a été animée par une hausse de la production de structures métalliques, de pièces métalliques usinées, de matériel de chauffage et de chaudières électriques.

Les secteurs de l'impression et de l'édition (+3,0 %), des produits en bois (+2,8 %) et des meubles (+4,6 %)

ont rebondi en mars après avoir fléchi en février. Les bons résultats indiqués par ces secteurs au cours des derniers mois s'expliquent par la fin d'une grève des travailleurs du secteur de l'impression et par un marché de l'habitation en plein essor.

La production de produits électriques et électroniques a augmenté de 1,3 % en mars. Les usines d'ordinateurs et de périphériques ont sensiblement accru leur production, freinant ainsi le mouvement à la baisse qui avait marqué les cinq mois précédents. On a également observé, en mars, une hausse de la production des pièces et des composants électroniques ainsi que des fils et des câbles de télécommunications. Cependant, les fabricants de matériel de télécommunications, piliers de longue date de ce secteur, ont légèrement réduit leur production en mars.

Parmi les principales baisses enregistrées en mars, notons celle qu'ont accusée les fabricants de produits divers (-1,6 %). La production de presque tous les secteurs de ce groupe d'activité a reculé, les fabricants d'articles de sport, d'instruments de musique et de bijoux étant les plus durement touchés.

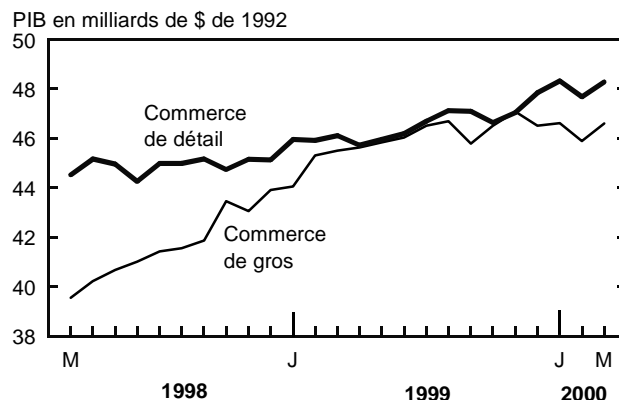
Reprise du commerce de détail et du commerce de gros

Les consommateurs ont recommencé à magasiner en mars, les ventes au détail ayant fait un bond de 1,3 % à la suite des résultats décevants de février. La hausse des ventes d'automobiles explique une très grande partie de cette croissance; si l'on exclut cette composante importante, les ventes n'ont augmenté que légèrement. L'augmentation des ventes de véhicules (la progression mensuelle s'étant concentrée dans les automobiles au détriment des camions qui avaient obtenu récemment la préférence des consommateurs) a permis aux concessionnaires de reprendre la plus grande partie du terrain perdu le mois précédent. Les magasins de pièces d'automobiles et de meubles ont également déclaré des ventes accrues, tandis que les stations-service ont accusé une baisse des activités.

Le commerce de gros a affiché une croissance de 1,5 %, la hausse généralisée effaçant un recul d'une importance similaire enregistré en février. En mars, les ventes en gros de machines agricoles, qui avaient baissé fortement en février pour atteindre leur niveau le plus bas depuis plus de six ans, se sont élevées aux niveaux de janvier. Les distributeurs de bois et d'autres matériaux de construction ont, eux aussi, intensifié leurs activités après les résultats médiocres de février, une progression qui va de pair avec une reprise du secteur de la construction. La distribution d'ordinateurs et de logiciels a légèrement progressé, poursuivant ainsi le faible rythme de croissance des ventes, après le sommet atteint en juillet dernier. S'appuyant sur l'augmentation

constante de 1999, le commerce de gros de machines non agricoles a poursuivi sa tendance à la hausse. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par une baisse de l'activité des distributeurs de carburant, la troisième en quatre mois.

Reprise du commerce de détail et du commerce de gros en mars



La vigueur du secteur de la construction est stimulée par la construction résidentielle

Après le recul accusé en février, les activités de construction ont repris en mars leur courbe ascendante, en hausse de 1,0 %. La progression de la construction résidentielle explique la plus grande partie de la croissance globale du secteur. La construction de bâtiments non résidentiels (structures commerciales, industrielles et institutionnelles) a également augmenté, mais à un rythme plus modéré qu'au cours des mois précédents.

Le secteur des transports profite de l'activité industrielle accrue

Le mouvement accru des biens a favorisé la croissance du secteur des transports, qui a affiché une progression de 1,4 % en mars. Ce sont les entreprises de transport routier qui ont le plus profité de cette expansion, bien que les sociétés de transport ferroviaire et de transport maritime aient également enregistré une hausse de leurs activités. Le secteur du transport aérien est resté stable en mars.

La production minière commence à montrer des signes de ralentissement

Le ralentissement de la croissance du secteur minier s'est poursuivi en mars, après la hausse marquée

attribuable aux prix du pétrole survenue au deuxième semestre de 1999. L'augmentation de 0,4 % enregistrée en mars s'explique principalement par une nouvelle hausse des activités de forage et de montage (la dixième en 11 mois). Les arrêts d'exploitation planifiés pour fins d'entretien ont fait baisser la production de pétrole et de gaz naturel. La production des mines de métaux a aussi diminué. En revanche, la production de potasse a fait un bond, stimulée par des livraisons records à l'étranger, notamment en Chine.

Le temps doux observé en mars fait reculer les services publics

Après deux mois marqués par une forte demande, le temps exceptionnellement doux observé en mars a réduit les besoins en chauffage et a entraîné une réduction de 4,4 % au chapitre de la production des services publics. La production d'électricité et la distribution de gaz ont toutes les deux fléchi, la plus grande partie de la baisse étant imputable à la réduction des besoins de chauffage des secteurs commercial et résidentiel.

Autres branches d'activité

En mars, la vigueur du marché de l'habitation a donné lieu à une progression marquée des services des agents immobiliers. Aiguillonné par une activité record soutenue des marchés boursiers, le secteur financier a connu un autre bon mois. Les services aux entreprises ont augmenté de 0,6 %, l'activité accrue des services divers et des services comptables et juridiques ayant plus que compensé le relâchement des services de conseils en informatique. Le recul de ce dernier secteur, le premier depuis trois ans, est partiellement attribuable aux mises à pied survenues au terme des contrats liés au passage à l'an 2000. Le secteur de la santé et des services sociaux a aussi enregistré un léger recul.

Profil industriel du trimestre: premier trimestre de 2000

Animé par les niveaux records d'activité des marchés boursiers, le secteur financier a bondi au premier trimestre de 2000. Les fabricants ont enregistré une légère croissance de la production au cours du premier trimestre de l'année, croissance comparable

à celle du trimestre précédent. Les activités de construction ont poursuivi leur progression rapide grâce aux hausses généralisées observées dans la construction de bâtiments résidentiels, non résidentiels et d'ouvrages de génie. La reprise des ventes d'automobiles a permis aux détaillants de réaliser plus de ventes au premier trimestre; cette croissance survient après une fin d'année décevante. Il n'en va cependant pas de même pour les grossistes, la stagnation des ventes d'ordinateurs ayant contribué à produire la première croissance trimestrielle négative depuis deux ans. Toutefois, les fournisseurs de services aux entreprises et de services de communication ont connu un bon trimestre, de même que les services publics (malgré le temps doux du mois de mars) qui ont adapté leur production de façon positive à l'arrivée d'un temps généralement plus froid au dernier trimestre.

La production manufacturière totale s'est accrue de 1,0 % au dernier trimestre; cette hausse s'apparente à la croissance observée au trimestre précédent mais demeure nettement inférieure au bond de 2,9 % axé sur le secteur de l'automobile enregistré au troisième trimestre. Les augmentations se sont concentrées dans la fabrication de produits électriques et électroniques, de machines, de produits métalliques et de produits en bois. Elles ont été partiellement neutralisées par la diminution de la production de textiles, de produits de papier et de produits connexes ainsi que d'aliments. Dans l'ensemble, 13 des 22 grands groupes, qui sont à l'origine de presque les deux tiers de la production manufacturière totale, ont accru leur production.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4677 à 4681.

Le numéro de mars 2000 de la publication *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XIF, 11 \$ / 110 \$) paraîtra en juin. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements concernant l'achat de données, communiquez avec Yolande Chantigny en composant sans frais le 1 800 877-IMAD (IMAD@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries.

□

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Octobre 1999 ^r	Novembre 1999 ^r	Décembre 1999 ^r	Janvier 2000 ^r	Février 2000 ^r	Mars 2000 ^p	Février à mars 2000	Mars 2000	Mars 1999 à mars 2000	
données désaisonnalisées										
	var. mensuelle en %					var. en \$ ¹		niveau en \$ ¹		var. en %
Ensemble des secteurs	0,1	0,7	0,4	0,5	-0,3	0,7	5 201	774 340	4,7	
Secteurs de biens	-0,2	0,9	0,8	0,9	-0,9	0,7	1 857	259 548	6,2	
Agriculture	-0,3	-0,1	0,0	-0,6	-0,5	0,6	87	13 737	3,1	
Pêche et piégeage	4,2	6,0	-7,3	7,6	-2,3	1,8	14	788	4,1	
Exploitation forestière	-1,7	0,6	-0,8	-2,9	-1,5	2,7	121	4 650	4,9	
Mines, carrières et puits de pétrole	0,0	1,7	0,1	1,0	0,8	0,4	104	28 522	8,9	
Industries manufacturières	-0,6	1,3	0,6	0,7	-1,7	1,6	2 250	142 229	6,4	
Construction	1,0	1,3	1,4	1,3	-0,9	1,0	456	44 016	6,9	
Autres secteurs de services publics	0,0	-2,9	2,0	2,1	1,9	-4,4	-1 175	25 606	2,5	
Secteurs de services	0,3	0,7	0,2	0,3	0,0	0,7	3 344	514 792	3,9	
Transport et entreposage	0,5	1,3	-0,5	-0,2	0,1	1,3	477	36 262	5,7	
Communications	0,9	1,9	0,8	1,4	0,0	0,8	224	29 015	13,0	
Commerce de gros	1,6	1,2	-1,2	0,2	-1,6	1,5	709	46 590	2,4	
Commerce de détail	-1,0	0,8	1,7	1,0	-1,4	1,3	606	48 271	4,7	
Intermédiaires financiers et assurances	-0,3	1,4	1,0	1,2	1,4	0,9	409	44 245	8,5	
Services immobiliers et d'assurances	0,0	0,3	0,2	0,4	0,2	0,4	336	80 948	2,7	
Services aux entreprises	0,6	0,7	1,1	0,1	0,7	0,6	279	45 883	7,9	
Services gouvernementaux	0,4	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,2	105	46 050	2,0	
Services d'enseignement	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,1	40	40 550	1,0	
Services de soins de santé et sociaux	0,1	0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,1	-36	47 047	-0,1	
Hébergement et restauration	1,0	0,8	-1,0	-0,9	0,7	1,0	191	19 905	1,3	
Autres secteurs de services	0,3	0,5	0,0	-0,1	0,0	0,0	4	30 026	1,6	
Autres agrégations										
Production industrielle	-0,5	0,8	0,7	1,0	-0,9	0,6	1 179	196 357	6,2	
Biens fabriqués non durables	-0,6	1,2	0,9	-0,4	-1,8	1,1	643	58 748	2,9	
Biens fabriqués durables	-0,7	1,5	0,4	1,6	-1,6	2,0	1 607	83 481	9,0	
Secteur des entreprises	0,1	0,9	0,5	0,6	-0,4	0,8	5 131	644 717	5,4	
Secteur non commercial	0,2	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1	70	129 623	1,0	

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ En millions de dollars, au taux annuel.

NOUVELLES PARUTIONS

Commerce de détail, mars 2000
Numéro au catalogue: 63-005-XIB (16\$/155\$).

Commerce de détail, mars 2000
Numéro au catalogue: 63-005-XPB (21\$/206\$).

Importations par pays, janvier-mars 2000
Numéro au catalogue: 65-006-XMB (62\$/206\$).

Importations par pays, janvier-mars 2000
Numéro au catalogue: 65-006-XPB (124\$/412\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - 001F (English) 11-010-1051 (09/94/01)

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour une lecture à 8 h-10

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996**
Malgré le pic de la demande aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quatre déplacements en utilisant les services de transport urbain, soit le même niveau enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996**
À l'issue de la croissance de l'économie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est amélioré encore une fois relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Index de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 11
- Aide en termes percentuels, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Producteur d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistic Canada / Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: JUIN 2000

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
1	Juristat: les services correctionnels pour adultes au Canada	1998 à 1999
7	Permis de bâtir	Avril 2000
	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Janv.-mars 2000
	L'emploi et le revenu en perspective	
	Indice de l'offre d'emploi	Mai 2000
9	Enquête sur la population active	Mai 2000
	Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Janv.-mars 2000
	Indice des prix des logements neufs	Avril 2000
12	Revenu des familles	1998
13	Tendances sociales canadiennes	Été 2000
14	Ventes de véhicules automobiles neufs	Avril 2000
15	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Avril 2000
16	Indice des prix à la consommation	Mai 2000
	Voyages entre le Canada et les autres pays	Avril 2000
19	Rapport des principaux résultats de l'Enquête sur la couverture de la population par le Régime d'assurance-emploi	1999
20	Commerce international de marchandises du Canada	Avril 2000
	Commerce de gros	Avril 2000
21	Commerce de détail	Avril 2000
	Indice composite	Mai 2000
	Assurance-emploi	Avril 2000
22	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Avril 2000
	Peines imposées aux jeunes contrevenants au Canada	1998 à 1999
28	Indice des prix des produits industriels	Mai 2000
	Indice des prix des matières brutes	Mai 2000
	Emploi, rémunération et heures de travail	Avril 2000
29	Série de rapports sur les grandes cultures: superficies ensemencées pour les principales grandes cultures	2000
30	Indicateurs nationaux du tourisme	Janv.-mars 2000
	Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs	Avril 2000
